

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
60, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
} Autres pays. 9 fr. —

La Serbie et l'esclavage roumain

Le traité de Bucarest de 1918 complète dignement le traité de Brest-Litovsk. Tandis que ce dernier avait gardé quelque apparence d'un traité de paix, le traité de Bucarest outrepassa, par son cynisme affiché, les prévisions les plus pessimistes sur les exigences allemandes. S'il restait définitif ce traité signifierait simplement la fin de l'indépendance roumaine. Les Allemands ont démontré encore une fois qu'ils n'ont rien appris dans cette guerre. Par leur façon d'égorger les peuples, tout en se posant en artisans du Droit et de la Justice, les puissances centrales élargissent consciemment l'abîme qui les sépare des civilisés. La guerre en devient encore beaucoup plus sérieuse. La force brutale est dangereuse, prête à vous assommer si vous lui résistez, mais le danger est doublé lorsque l'esprit qui commande la force manifeste des détours et des fissures contraires à l'idée même de la morale. Ce que les Allemands appellent la paix de Bucarest n'est que la caricature de la paix et il n'y a que l'hypocrisie allemande qui ose donner à cette violence le nom de « traité ». A cette atteinte scélérate à la liberté d'un peuple sans défense, le monde civilisé saura répondre comme il convient. Les vaillantes armées alliées qui luttent héroïquement pour la liberté du monde entier briseront aussi les chaînes de l'esclavage roumain, et la Roumanie sera relevée, à côté de la Belgique et de la Serbie. La foi dans cette libération c'est toute notre vie, et nous tenons à le proclamer à haute voix, et à ce moment même où l'ennemi dicte à nos voisins et alliés ses conditions impudentes.

L'acte germanique de Bucarest ne fera que raffermir notre volonté de tenir jusqu'au bout. Nous ne nous sommes jamais livrés aux illusions de croire que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie alliées avec deux tribus tourano-mongoles, useraient d'une clémence quelconque envers les faibles. Si le peuple serbe a accepté la lutte inégale, sacrifiant les meilleurs de ces fils, il l'a fait dans la conviction que l'autre voie l'aurait conduit à l'esclavage et, pour les Serbes, d'après l'un de leurs proverbes nationaux, la mort même est préférable à l'esclavage.

Les clauses de l'acte germanique de Bucarest donnent une idée de ce que les Austro-Magyaros-Germano-Bulgares auraient fait avec la Serbie. En lisant cette série de stipulations éhontées, nous comprenons les propos des diplomates austro-allemands en 1914, qui assuraient à Londres, à Paris et à Pétersbourg que l'Autriche-Hongrie n'entend nullement toucher à l'indépendance et à l'intégrité de la Serbie ! On ne concevait pas alors pourquoi la Monarchie, poussée par l'Allemagne, insistait autant sur la guerre avec la Serbie, lorsque d'après les déclarations de ses représentants, on ne voulait porter aucune atteinte à l'indépendance serbe. Aujourd'hui l'énigme est résolue. Les Berchtold, Tisza, Forgach, Burian, Bethmann et consorts préparaient aux Serbes un traité de Belgrade pareil à celui de Bucarest. Le comte Berchtold au retour de Belgrade, anno 1914, aurait été salué à Budapest de la même façon que fut salué le baron Burian au retour de Bucarest, par le maire de la capitale magyare : « Avec joie et satisfaction tournons-nous nos regards vers le souverain qui a compris l'esprit du temps et qui veut arriver à la paix sur la base des libertés démocratiques des peuples. Il n'a pas manqué l'occasion qui se présentait pour conclure une paix honorable ! » Et le comte Berchtold aurait répondu en 1914, comme le baron Burian a répondu à M. Bar-

czy : « Notre volonté a toujours été de conclure une paix juste et honorable, une paix conciliante et durable en même temps » (Voir la « Neue Freie Presse » du 8 mai 1918, édition du soir).

L'affaire roumaine grâce à la trahison des bolcheviks a réussi, mais l'affaire serbe n'a pas réussi. Les faiseurs de « paix germaniques » n'ont pas besoin de masques. Il y a longtemps que nous les avons devinés et compris. Ils attendront longtemps la paix de Belgrade.

Politicus.

* * *

A la séance de la Skoupchtina du 7 avril, un des chefs de l'opposition, M. Drachkovitch, a fait, d'après le compte-rendu publié par le « Journal officiel » du 4 avril, les déclarations suivantes :

« Nos ancêtres ont eu à subir les mêmes épreuves auxquelles nous sommes soumis aujourd'hui. Ils savaient bien que la lutte était pénible, mais ils n'ignoraient pas que l'esclavage l'était encore plus ; la lutte est dure, mais l'esclavage est estroyable. C'est pourquoi nous avons préféré la lutte à la servitude ; ni notre peuple, ni personne en Serbie n'a voulu la paix ; aujourd'hui non plus, sous la pression de personne, nous n'accepterions la paix, car nous faisons la guerre guidés par la conviction que la liberté doit naître de cette lutte. Les bruits, répandus par nos ennemis, que nous désirerions conclure une paix séparée, sont tendancieux et malintentionnés. Monsieur le Président du Conseil a trouvé une expression heureuse en disant que nous ne demandons que ce que l'humanité a déjà octroyé aux particuliers : la liberté. C'est surtout après l'expérience que nous avons faite — après la paix séparée des Russes et des Roumains avec l'ennemi, après cette paix qui a fait perdre à ces deux Etats leur indépendance et qui a rendu leurs peuples mercenaires devant travailler pour l'armée et la population ennemies — que personne ne pourra même parler sérieusement d'une paix séparée avec l'ennemi ».

A propos d'une malveillance

Le rédacteur d'un almanach serbe, « Prosveta », qui vient de paraître à Genève et dont nous ne nous occuperons pas, fidèles à notre devise de consacrer toutes nos forces à la lutte contre l'ennemi en éliminant complètement la discussion des questions intérieures, a bien voulu parler de *La Serbie*. Il la qualifie d'organe officieux du gouvernement serbe. Lorsque les journaux ennemis, pour affaiblir l'effet de notre action, s'efforçaient de nous présenter comme l'organe d'un gouvernement et non pas d'un peuple opprimé, nous n'avons pas réagi, jugeant inutile de répondre à de telles calomnies. Mais la malveillance d'un Serbe ne peut pas nous laisser indifférents. Ceux qui lisent notre journal savent fort bien que *La Serbie* n'exprime que l'aspiration générale de toute la nation serbe et qu'elle n'a jamais pris les allures d'un journal officieux, ce qu'elle n'est pas et entend ne pas être.

Rédaction de *La Serbie*.

Les Russes dans l'armée serbe

Le colonel Enckell de l'Etat-Major russe, attaché militaire russe à Rome avant la guerre, et pendant la guerre, délégué du quartier général russe au quartier général italien, est passé dans l'armée serbe comme colonel d'infanterie. Le conseiller de légation Strandman, le premier secrétaire de l'ambassade de Russie à Rome, a été reçu dans l'armée serbe comme capitaine d'infanterie. Le prince Ouktomsky, capitaine de la garde russe, commandant des troupes russes à Corfou, sera reçu prochainement dans l'armée serbe comme commandant d'infanterie.

Yougoslaves, unissez-vous !

M. Lucien Cornet, sénateur et membre de la Commission des affaires étrangères, a écrit pour les « Srpske Novine », journal officiel serbe, un article intitulé « Yougoslaves, unissez-vous ! » et qui a paru le 9 mai en tête de ce journal. Le sénateur Cornet exhorte d'abord les Serbes à conserver leur courage et leur confiance car personne en occident ne songe à les abandonner ou à méconnaître leurs droits. Qu'un Radoslavoff ose dire que la Serbie n'existe plus, cela n'a pas d'importance car personne n'y croit — pas même Radoslavoff. La Serbie existera tant que la conception du droit existera parmi les hommes, elle renaitra plus prospère et plus grande car on ne négligera rien pour la récompenser de sa résistance à l'oppression.

Il n'y a plus seulement une question serbe, mais une question yougoslave qui sera résolue tout entière. La chose la plus importante pour arriver à ce but c'est que les Yougoslaves soient unis, car

ce n'est pas seulement en Macédoine que se livre la lutte pour la Serbie, mais aussi au Parlement de Vienne, au sabor de Zagreb, à la diète de Prague. Les Tchèques donnent aux Yougoslaves un merveilleux exemple. La force d'attraction de leur groupe compact est telle que, bientôt, les socialistes tchèques placeront la question nationale au-dessus de tout. Il importe de s'accorder avec tous les ennemis actuels et virtuels des Habsbourg. Les Yougoslaves doivent tendre la main aux Polonais si mal récompensés pour leur loyalisme séculaire. Il n'y a rien à espérer de Vienne qui sèmera toujours la discorde parmi les Slaves pour appliquer le principe divise et impera. C'est pour cela qu'on a donné la province de Cholm à l'Ukraine qui ne l'avait pas demandée. L'ennemi des Slovéniens, Croates et Serbes est le même et le problème à résoudre est partout le même. Tous doivent s'élever unis contre l'ennemi du genre humain. »

Les deux paix de Bucarest 1913 et 1918

Le 22 juin 1913, le gouvernement bulgare, présidé par M. Daneff, faisait publier un communiqué disant que le cabinet aurait décidé de soumettre les différends avec la Grèce et la Serbie à l'arbitrage du tsar de Russie, et que le ministre-président Daneff se rendrait à cet effet à Pétersbourg.

Le 27 juin, au parlement serbe, M. Paenitch avait prononcé un long exposé disant que le gouvernement serbe acceptait l'arbitrage du tsar russe. Trois jours seulement après cette déclaration, l'armée bulgare, sur l'ordre de son commandement en chef, attaqua la Serbie et la Grèce, dans la nuit, perfidement, et sans aucune déclaration de guerre. La lutte fut violente mais courte, et l'agresseur bulgare, après l'insuccès de son plan, demanda la paix. Les quatre Etats balkaniques, menacés également par la politique pro-germanique des dirigeants de Sofia, espéraient que la Bulgarie, après l'insuccès de cette politique de servage, reviendrait à elle-même, et qu'elle cesserait de servir les intérêts de Vienne et de Berlin pour adopter, à l'instar de ses voisins, la politique de solidarité balkanique, une politique qui exclut, essentiellement, toute hégémonie particulariste. Pour faciliter ce retour, les quatre alliés avaient tout de suite accepté la demande du roi de Bulgarie de cesser les hostilités, ne voulant pas exposer, par une entrée triomphale de leurs armées à Sofia, le peuple bulgare et son roi à une humiliation qui aurait pu, dans la suite, rendre plus difficile le rapprochement et la réconciliation désirés.

Guidés par les mêmes considérations, les alliés balkaniques se montrèrent envers la Bulgarie, pendant les négociations de paix à Bucarest, d'une clémence et d'une indulgence remarquables. On ne demanda aux Bulgares aucune indemnité, aucune réparation. La Serbie ne demanda pas même les parties serbes du royaume de Bulgarie. Les Grecs consentirent à ce que la Thrace du sud, avec le fort de Dédéagatch, fut attribuée à la Bulgarie, quoique ces territoires soient habités par les Hellènes. Obtenant presque toute la Macédoine orientale, avec une large sortie sur la mer Egée, la Bulgarie pouvait, sans peine, supporter la rectification de frontière en Dobroudja, en faveur des Roumains. Economiquement émancipée des Détroits, considérablement enrichie par la fertile Thrace, la Bulgarie, malgré son attaque traîtresse, sortait agrandie, et il ne dépendait que d'elle d'obtenir d'autres avantages encore plus considérables. Tout ce que la Serbie et l'Europe démocratique demandaient aux Bulgares,

c'était de pratiquer une politique bulgare, c'est-à-dire de s'opposer au retour des Turcs en Europe, ainsi qu'à la poussée germanique vers l'Orient. Les Bulgares préférèrent pourtant faire le contraire.

En 1914, le gouvernement de M. Pachitch n'avait pas perdu l'espoir de gagner la Bulgarie à la politique de la concorde balkanique, et ses ouvertures aux Bulgares, en automne 1914, et dont l'« Echo de Bulgarie » lui-même parlait l'autre jour, visaient manifestement ce but. En 1915, la Serbie, guérite de cette illusion, ne cessait pas de donner des avertissements à la diplomatie alliée pour l'engager à ne pas croire aux paroles bulgares et à considérer plutôt les actes de Sofia. Peine perdue. La Serbie fut attaquée par la Bulgarie au moment le plus critique de son histoire, lorsque les deux Empires germaniques l'assaillaient au nord et à l'ouest, pour briser la barrière serbe qui leur fermait le chemin vers l'Orient. La Serbie succomba, mais, chose étonnante, le mirage bulgare n'en devint pas moins fort. Les événements précédents l'intervention roumaine en août 1916 l'ont démontré d'une façon persuasive.

Tandis que Simon Radeff à Bucarest et Radoslavoff à Sofia, entretenaient la crédulité diplomatique roumaine dans l'illusion que la Bulgarie, en échange de la promesse de quelques avantages, assisterait impassible à l'avance de l'armée roumaine en Transylvanie, l'état-major bulgare préparait, suivant les instructions de l'état-major allemand, une attaque soudaine contre la Roumanie. Le même jeu se déroula comme en 1915 avec la Serbie, avec la seule différence que les Bulgares réussirent cette fois-ci à tromper non seulement les Alliés, mais aussi et surtout les Roumains eux-mêmes. La Roumanie, malgré tous les revers subis aurait pu se relever si la trahison des maximalistes ne l'avait pas obligée, le mois passé, à capituler.

L'acte de Bucarest de 1918, comparé au traité de Bucarest de 1913, est très instructif. En 1913, les alliés balkaniques, réglant eux-mêmes leur sort, cherchaient à établir entre eux l'équilibre et à satisfaire ainsi les intérêts vitaux de chaque peuple. En 1918, ce sont les puissances germaniques qui imposent un état de choses conforme à leurs intérêts. La Bulgarie elle-même, malgré tous les cris de joie poussés par la presse bulgare, a joué à Bucarest un rôle peu enviable. Le fort de Constanza est déclaré fort allemand, le Danube recevra les navires de guerre allemands, sans parler de la pénétration commerciale allemande ; l'Au-

triche-Hongrie se réserve de construire un canal par le territoire bulgare; la Bulgarie cède à l'Allemagne les deux riches mines de Bor et Pernik (à noter que cette dernière mine se trouve en *Bulgarie propre*, et non pas dans les régions serbes conquises!), et par dessus le marché le gouvernement bulgare s'oblige définitivement et inconditionnellement à payer, quelle que soit l'issue de la guerre, les commandes faites en Allemagne et dont le montant s'élève à deux milliards de levass, ainsi que celles faites en Autriche de 400 millions de couronnes. Si l'on y ajoute les clauses scandaleuses concernant la Roumanie et son exploitation, on conclura sans peine que toute la politique de la Bulgarie est animée d'un seul désir, d'un seul principe: travailler pour l'Allemagne, travailler pour l'Autriche-Hongrie.

Les fables bulgares sur leur « unité nationale » sont d'autant plus odieuses que l'on voit la servilité avec laquelle les Bulgares vendent aux Allemands leur propre peau. Le traité de Bucarest est, pour la Roumanie, une capitulation imposée, mais une capitulation qui n'est nullement définitive, encore moins déshonorante. Pour la Bulgarie cependant l'acte de Bucarest signifie une capitulation morale, une déchéance du rang d'Etat indépendant pour devenir une province austro-allemande. Lors du règlement final des questions balkaniques l'Europe et l'Amérique tiendront certainement compte de cette facilité avec laquelle le peuple bulgare a accepté le rôle de mercenaire. Il faut espérer aussi que les peuples balkaniques, instruits par tout ce qui s'est passé entre 1913 et 1918, sauront éviter à l'avenir les erreurs qu'ils ont dû payer si cher!

L. M.

Pourquoi intervint la Bulgarie

L'officiuse « Kambana », de Sofia, publie un article des plus instructifs sur les raisons de l'intervention de la Bulgarie à côté des puissances centrales:

« Mais le prestige que jouissait l'Angleterre dans les entreprises maritimes, nous intervenîmes, et c'est là que réside le pouvoir « moral » de notre intervention. Nous sommes entrés en guerre sans attendre et ainsi, pour notre avance en Macédoine, nous avons opéré une diversion. Cette diversion a contraint les Anglo-Français à retirer leurs troupes des Dardanelles et à les débarquer à Salonique. C'est ainsi que pour le plus grand bien des alliés, nous avons décidé le sort des Dardanelles. Après avoir fait nos préparatifs, nous sommes intervenus avec la devise idéale: Si l'Allemagne doit périr, la Bulgarie ne l'ait pas de vivre. Nous intervenîmes non seulement pour réaliser notre union, mais faire triompher la grande cause germanique, car seule une Allemagne puissante nous garantissait un développement paisible.

Notre idéal est et restera toujours de coopérer avec l'Allemagne et d'aimer tout ce qui est allemand; ce qui veut dire que nous serons fidèles à la quadruple alliance... On ne change pas de politique comme de vêtements. La Providence a béni notre amour envers les Allemands et nous a procuré la possibilité de nous unir et de jouer un très grand rôle dans l'histoire mondiale. »

Pour sauver une race

De tout temps, il y a eu des races et des peuples dont la mission a consisté à créer une civilisation ou bien à développer les progrès des civilisations déjà existantes. Il en est d'autres dont l'unique mission consiste à détruire ce que les autres races ou les autres peuples ont créé. Ainsi, en Orient, à la civilisation byzantine succéda la domination turque, laquelle à cinq siècles de distance témoigne de la même horreur de la culture et du progrès humain.

La récente destruction de la bibliothèque de Bagdad rappelle le fameux geste du sultan Omar ordonnant de mettre le feu à la bibliothèque d'Alexandrie, la plus riche de l'antiquité.

Il ne s'agit malheureusement plus seulement de la destruction des importants monuments d'une civilisation ancienne. Il s'agit maintenant de l'extermination systématique de toute une race, et encore d'une race qui a peut-être le plus mérité de l'humanité.

L'Hellénisme est en péril et ce péril est réel car toute l'activité des Jeunes-Turcs pendant les six dernières années s'est concentrée contre l'Hellénisme, qui représente l'élément le plus avancé socialement et le plus important en Turquie.

Les chrétiens de Turquie et plus spécialement les Grecs et les Arméniens qui ont eu la rare chance de survivre au régime du Sultan Rouge, pourront-ils survivre au régime actuel des massacreurs professionnels — Jeunes-Turcs — qui organisent des carnages permanents d'une façon méthodique et d'après des plans préparés scientifiquement par leurs maîtres allemands?

Les infortunés sujets chrétiens, après avoir été durant des siècles des esclaves, sont actuellement traités en ennemis et voués aux pires vexations. Elles n'ont toutes qu'un seul but: l'extermination de toute une race. Les tortures qu'on leur fait subir sont indescriptibles. Elles sont tantôt individuelles, tantôt collectives suivant les intérêts et les caprices de ceux qui les ordonnent.

Les déportations, les expulsions en masse, l'enrôlement forcé dans les bataillons dits « de travail » sont les seuls « avantages » dont les malheureux chrétiens ont bénéficié sous le régime jeune-turc.

Les documents qui se trouvent recueillis dans diverses publications comme: « Deux ans de guerre à Constantinople » (Ed. Payot 1917), de Harry Stuermer, un Allemand, ancien correspondant de la « Gazette de Cologne », « Les persécutions anti-helléniques en Turquie » (résumé des rapports officiels, publié par le comité des libéraux hellènes de Lausanne), ainsi que l'ouvrage remarquable de M. A. Mandelstamm « Le sort de l'empire ottoman » (Ed. Payot 1917), en disent long sur l'œuvre néfaste entreprise par les Jeunes-Turcs ayant pour but l'anéantissement des Hellènes de Thrace et de l'Asie-Mineure.

Les Bulgares, de leur côté, ne perdent pas leur temps en Macédoine grecque, n'omettant rien pour détruire définitivement toutes les traces de l'Hellénisme dans les régions occupées.

Il s'agit donc de mettre l'Europe en éveil contre les méfaits de deux peuples barbares qui s'acharnent contre des races qui leur sont infiniment supérieures.

Les Turco-Bulgares n'ayant pu s'approprier la culture serbo-hellène, s'attaquent à leur vie nationale et essayent de les exterminer. Il s'agit donc de l'anéantissement des races les plus civilisées de l'Orient.

L'élite intellectuelle de la Suisse romande, composée d'esprits supérieurs et qui n'ont jamais menti à leur conscience, n'a pas voulu rester indifférente à un spectacle qui est un défi à la conscience universelle.

Cette élite se propose d'élever sa voix, comme elle l'a fait il y a une année dans une occasion analogue lors du recrutement forcé par les Bulgares en Serbie envahie. C'est pour soulager leur conscience et pour rester dans leur noble tradition que ces hommes d'élite ont entrepris de protester en une assemblée publique contre les horreurs et les atrocités des barbares modernes. Cette action noble: la défense et la protection des faibles et des opprimés, qui est dans les traditions de la Suisse, est tout à l'honneur du peuple helvétique et de ses chefs spirituels.

La faculté du peuple suisse de vibrer à toute injustice et d'élever la voix chaque fois qu'il s'agit d'un intérêt supérieur de l'humanité prouve le degré de sa conscience et la hauteur de sa culture.

L'amour de la justice, disait Gaston Paris, est le signe le plus noble et le plus sûr de la civilisation. C'est à ce signal que nous autres Serbes reconnaissons toujours nos amis suisses.

M. D. M.

La situation parlementaire en Autriche

Un entr'acte

La situation créée par l'ajournement du Parlement et l'annonce des mesures administratives en Bohême, s'est tout de suite éclaircie par rapport aux Tchèques et Yougoslaves.

La conférence commune des deux clubs, tenue le 7 mai sous la présidence de MM. Stanek et Korochetz, a voté une résolution énergique de protestation contre la tentative du gouvernement de résoudre, par la voie administrative et sans la participation des représentants du peuple, les questions constitutionnelles. Les Tchèques et Yougoslaves protestent contre l'institution des districts nationaux en Bohême ainsi que contre la séparation projetée des pays slovénes du corps indivisible de toute la nation serbo-croate-slovène et l'invasion allemande dans l'Adriatique. La protestation se termine par l'assurance que les députés tchèques et yougoslaves ne reconnaîtront jamais ces mesures, qu'ils repoussent avec la plus grande indignation et qu'aucun acte de violence ne les détournera de leur lutte pour l'indépendance. A la fin de la réunion qui fut très animée, un comité spécial fut élu, composé de Tchèques et de Yougoslaves, pour préparer les mesures de défense contre les plans du gouvernement.

Les Yougoslaves ont tenu le même jour une réunion de leur club, pour protester aussi séparément contre les procédés du gouvernement du Dr Seidler. Dans la résolution adoptée à l'unanimité le club yougoslave s'élève énergiquement contre les déclarations récentes du Dr Seidler sur la question sud-slave: Le club proteste contre

l'idée même de la possibilité d'un Etat yougoslave viable, sans les territoires slovénes. Les Croates et Serbes tiendront jusqu'au bout à côté des Slovénes jusqu'à la réalisation d'un Etat commun et indépendant.

Quant aux Polonais, ils n'ont pas encore précisé leur attitude. Le député démocratique Dr Löwenstein a soumis au Club polonais en son nom, une proposition intéressante concernant la solution des questions intérieures et nationales en Autriche. On formerait un ministère d'affaires, qui ne s'occuperait que des affaires courantes, remettant la solution des questions nationales à l'après-guerre. Les nationalités auraient la faculté d'élaborer leurs vues particulières sur la nouvelle orientation, mais le gouvernement ne s'y mêlerait en aucune façon, pour ne pas porter préjudice au « statu quo ». Après la signature de la paix générale on procéderait à la réorganisation de la Monarchie. Cette proposition n'a pas de chance d'aboutir, parce qu'elle ne satisfait personne. Les Allemands y voient une tentative d'entraver l'action du gouvernement en Bohême, en faveur des Allemands, les Tchèques et Yougoslaves en interprètes fidèles de leurs peuples respectifs, ont déjà défini leur point de vue et ils n'ont aucun motif d'ajourner la réalisation de leurs aspirations nationales.

Les Ruthènes ont eu une conférence avec le Dr Seidler, mais ils n'ont pris aucune résolution. Ainsi, la situation reste plus que confuse, et il semble que l'entr'acte sera plus long que l'on ne croyait d'abord. Les deux adversaires se mesurent, avant de passer à l'assaut final.

La solidarité magyaro-bulgare

Le journal « Szegedi Naplo » a publié dans son numéro du 5 avril un article caractéristique de Pantché Doreff, actuellement consul général de Bulgarie à Budapest:

« Après l'assassinat de Sarajevo, écrit Doreff, lorsque la guerre mondiale a éclaté, l'opinion publique de Bulgarie se rangea ouvertement du côté de la Monarchie... Le gouvernement bulgare proclama sa neutralité bienveillante, mais tout le monde en Bulgarie savait déjà très bien que sa place est à côté des puissances centrales. »

Après avoir rendu hommage à l'amitié de l'Allemagne envers la Bulgarie, le consul général parle des sentiments de sympathie de longue date existant entre la Monarchie danubienne et la Bulgarie.

« La diplomatie hungaro-autrichienne considère depuis longtemps avec bienveillance les tendances de la jeune Bulgarie. Cette bienveillance de la Monarchie, nous en avons bénéficié dans notre lutte pour la liberté et particulièrement dans la question macédonienne, où la Monarchie danubienne nous a aidés non seulement par des conseils mais également par des actes.

« La sympathie mutuelle entre la Hongrie et la Bulgarie a cependant des racines très profondes. A la tête de ce mouvement magyaro-philie puissant se trouve le sage souverain de la Bulgarie, qui jouit de l'amour général... L'amitié bulgaro-magyare est la garantie la plus puissante de notre développement ultérieur, car la Hongrie et la Bulgarie sont également voisines de la Roumanie et de la Serbie. »

Doreff termine par un dithyrambe à la communauté indivisible entre les Magyars et les Bulgares. Les Magyars sont à même de comprendre mieux que personne les buts que poursuit la Bulgarie.

FEUILLETON

A TRAVERS LA MACÉDOINE

TÉMOIGNAGE D'UN PUBLICISTE RUSSE

M. Alexandre Béliitch, professeur à l'Université de Belgrade, vient de publier dans « La Patrie Serbe » (Nos 3, 4, de mars-avril) quelques notes très intéressantes sur le livre de M. V. Vodovozov: « Dans la péninsule balkanique » (Pétrograd 1917). M. Béliitch a jugé utile de faire connaître au public européen, si grossièrement trompé par la propagande bulgare, l'opinion d'un savant impartial sur la Macédoine et son caractère ethnique. Cette opinion est en effet d'une importance particulière, car elle se base sur l'enquête personnelle de l'auteur dans les régions contestées. Nous reproduisons ici quelques passages du livre de M. Vodovozov, d'après l'article mentionné de M. Béliitch:

Vodovozov avait sur la question serbo-bulgare un point de vue tout particulier. Il n'était ni pour les Serbes ni pour les Bulgares, mais il a été en rapports étroits avec les uns et avec les autres, ce qui lui a permis de bien examiner leurs désirs et leurs aspirations, qu'il aurait pu plus tard comparer avec l'état réel des choses dans ces pays et fixer ainsi l'opinion qu'un homme sans parti pris doit avoir sur la question de la Macédoine, tant de fois discutée.

Il ne lui manquait ni connaissance ni préparation. Déjà, avec le professeur Yastrebov, il avait écrit l'*Histoire de la Bulgarie* et avait suivi de près pendant longtemps, en Macédoine et en Serbie; il avait surtout suivi le développement du socialisme dans ces pays et avait trouvé parmi ses représentants les plus en vue, des amis chez lesquels il se renseignait sur tous les nouveaux événements. Lorsque, en 1915, Jean Sandanski fut tué en Bulgarie (près de Névrokop), Vodovozov traça, avec beau-

coup d'émotion et rappelant des souvenirs personnels, un portrait très vivant du révolutionnaire macédonien.

En 1913, quand le conflit entre les Serbes et les Bulgares atteignit son point le plus aigu, Vodovozov s'adressa à peu près dans ces termes à chacun des partis: « Vous ne parlez que de vos prétentions sur la Macédoine, de vos droits historiques, ethnographiques, linguistiques et civilisateurs; ce n'est pas là le principal, disait-il, et ce n'est pas ce qui doit intéresser, à l'heure actuelle, tous mes concitoyens; dites-moi plutôt ce que désirent, ce que pensent, ce que veulent les Macédoniens. »

Bien entendu, les Serbes et les Bulgares répondirent, chacun de leur côté, qu'ils étaient les interprètes fidèles des désirs et des volontés des Macédoniens qui voulaient être réunis soit à la Serbie, soit à la Bulgarie; Vodovozov comprit alors clairement qu'il ne pourrait avoir une réponse exacte que des Macédoniens eux-mêmes, et non pas de ceux qui avaient déjà reçu une éducation serbe ou bulgare et qui étaient devenus, par là, les champions des aspirations serbes ou bulgares, mais de ceux qui demeuraient dans le pays en restant en dehors de toute influence.

Vodovozov, qui plaçait très haut son devoir de publiciste, n'a pas voulu, comme représentant de la conscience publique de son pays, écrire quoi que ce fût sans une vérification exacte sur place. Il se rendit, via Sofia, en Macédoine, et de décembre 1914 à janvier 1915, il effectua à travers le pays un voyage où il s'efforça de voir l'état réel des choses. Il s'appliqua surtout à rester indépendant dans son travail et ne permit à personne d'exercer

une influence quelconque sur les réponses qu'il recevait. Du reste, l'observation directe et une étude approfondie des événements de Macédoine pouvaient lui fournir des renseignements plus précieux que ceux que lui auraient offerts les entretiens avec les habitants; bien entendu, il fallait savoir observer et voir.

Son voyage eut comme résultat la publication d'un article intitulé « A travers la Macédoine serbe ». (« Vestnik Evropy », No 1, année 1916), qu'avec d'autres articles de journaux et de revues traitant le même sujet il réunit en un livre spécial publié sous ce titre: « Dans la Péninsule balkanique » (Pétrograde 1917). Voici quelques passages importants de ce livre:

« Le travail civilisateur accompli par le gouvernement serbe et l'espoir d'une réforme agraire ont favorablement influencé les habitants de la Macédoine serbe pour se rallier au régime serbe en dehors de toute pression nationale. Quant à cette pression, forte au début, mais bientôt très affaiblie, elle finit par disparaître complètement, car le sentiment national des Macédoniens ne fut jamais ni profond, ni bien établi. Lorsque les éléments de trouble bulgares, qui, en tout cas, ne représentaient qu'une minorité de la population, quittèrent le pays, les autres Slaves, sans aucun effort, consentirent à devenir Serbes (p. 90). »

« La Serbie a créé en Macédoine la sécurité personnelle complète; elle a remplacé entièrement le système barbare d'impôts turcs par un système moderne; elle a établi toute une série de bonnes routes et s'est préparée à construire tout un réseau de chemins de fer; elle a couvert toute la région d'excellentes écoles pour l'ensei-

Les souffrances des Serbes

L'organe croate les « Primorské Novine », de Fiume, du 4 mai, donnent un récit épouvantable de la misère qui règne en Serbie. Ses renseignements ont été puisés dans les milieux bien informés. Il faut se rappeler que ce récit est publié par un journal paraissant en Autriche-Hongrie, et que l'auteur de l'article a vu probablement sur place toutes ces infamies commises par les Bulgares. Nous reproduisons l'article en question sans aucun commentaire; il parle clairement de lui-même.

Le peuple serbe de Vieille-Serbie (que les Bulgares appellent Macédoine) et de la Serbie orientale que le sort contraire a soumise aujourd'hui aux Bulgares, vit les moments des plus critiques. Jamais personne avant la guerre, même avec l'imagination la plus vive, n'aurait pu imaginer les souffrances auxquelles est actuellement en proie la population serbe de ces régions. Le peuple serbe de là-bas souffre incommensurablement et ses douleurs sont d'autant plus grandes qu'elles proviennent d'un peuple que la Serbie et le monde serbe entier avaient soutenu et fraternellement aidé pendant qu'il était encore sous le joug turc; ces douleurs sont doublées parce que qu'un peuple slave martyrisé un autre peuple slave, et elles deviennent infinies quand on pense que c'est le peuple traître à la cause slave qui inflige des traitements pareils au peuple resté fidèle à cette cause. Les douleurs de ce dernier sont les nôtres et elles sont d'autant plus pénibles pour nous que nous nous voyons impuissants à lui venir en aide.

Tout notre espoir est uniquement en nos frères croates. Si notre fraternité n'est pas une simple phrase sentimentale — et nous croyons que ce n'est pas le cas, car notre communauté de sang nous le dit — nous sommes sûrs que nous ne frapperons pas en vain à leur porte. Même lorsque nous vivons en pleine concorde, nous ne sommes pas aussi forts que le sont en pareil cas les nombreux autres peuples heureux; combien devons-nous donc perdre en restant muets et indifférents et en nous désintéressant du sort les uns des autres; — il est certain qu'un tiers nous avalerait dans ce cas. Chaque revers des Serbes n'est qu'une pure perte pour nous Croates, leurs frères, perte qui ne doit pas se faire toujours sentir immédiatement.

Nous faisons appel à la fraternelle presse croate, et pour qu'on ne nous en veuille pas, si nous disons ce que nous réclamons, nous la prions de prendre en protection le monde serbe opprimé de ces régions contre la férocité des Bulgares. Nous prions aussi par son intermédiaire les députés au Reichsrat et aux Délégations d'y prendre la parole à ce sujet. Les députés ne sont pas liés par l'alliance avec les Bulgares, mais d'autre part ils sont liés par la communauté de sang avec les Serbes. Ce qui reste bien au-dessus de toute alliance: ce sont les considérations d'ordre humanitaire et de droit dans le cadre des traités internationaux, ce sont aussi les considérations réclamées par la civilisation.

Dès les premiers jours de l'occupation de la Vieille-Serbie et de la Serbie orientale par les Bulgares, leur gouvernement militaire a publié une ordonnance sévère d'après laquelle quiconque qui possède des livres en langue serbe doit, sous peine d'un châtiment draconien, les remettre aux autorités bulgares. Les Serbes furent forcés de donner tout ce qu'ils avaient en lan-

gue serbe, voire même les bibliothèques. Tous ces livres et bibliothèques furent brûlés sur des places publiques. On est vraiment stupéfait et on se croirait ne pas vivre à l'époque de la civilisation et de la culture; on dirait que nous avons reculé de sept à huit siècles en arrière quand on éduquait les peuples à coups de massues, ou que nous sommes plus en arrière encore, à l'époque où l'on faisait usage à la guerre des machoires d'âne et quand on ne faisait point de quartier. Même les Turcs avec le sanguinaire Kara-Moustapha d'il y a quelques siècles ne se rendirent pas coupables de méfaits pareils.

Mais ce n'est pas tout. En Serbie personne n'ose se dire Serbe. Les écoles serbes sont fermées et les bulgares s'ouvrent où les petits Serbes sont forcés d'oublier leur langue maternelle et d'apprendre le bulgare. Même les enfants n'osent pas se dire Serbes; ils sont châtiés atrocement s'ils montrent le moindre signe de serbisme. A Tchoupria, par exemple, les enfants avaient copié en cachette les uns des autres la carte géographique du Royaume de Serbie; le barbare maître bulgare chassa toute la classe dans la rue et força les enfants d'y rester à genoux.

Les noms serbes sont refaits. Personne n'ose porter le nom de ses ancêtres. Le frère en deçà de la Morava quand il écrit à son frère de l'autre côté qui est sous le régime bulgare, doit, en lui écrivant, refaire son nom; si non, la lettre ne lui arrive pas.

Un grand nombre de villages sont complètement incendiés et dévastés. Les habitants en sont en partie exterminés et en partie condamnés. Le reste est déporté ailleurs où il trouvera une mort certaine, car à ces malheureux les Bulgares suppriment les conditions les plus élémentaires d'une vie hygiénique. Beaucoup d'entre eux ont abandonné leurs foyers préférant errer dans les forêts et les montagnes où les Bulgares leur font la chasse comme à tout autre gibier en les disant « comitadjis »; ils meurent de froid et de faim dans les rochers déserts. Le nombre de victimes serbes est effroyable!

Un village très riche en Stig, Banovats, qui comptait avant la guerre 500 maisons, n'en a aujourd'hui que deux! Le reste a été rasé. Là où, il n'y a pas longtemps, les mères travaillaient joyeusement dans leurs ménages, en regardant s'amuser leurs enfants, là, aujourd'hui sur les ruines, la chonette vient vers minuit chanter sa triste chanson de mort.....

A Péetrovats, par exemple, c'est une chose des plus ordinaires que les gendarmes bulgares organisent tard dans la nuit, dans les prisons, les sanglantes séances de bastonnade à coups de bâton et de crosses. Certaines nuits, des dizaines d'hommes, de femmes et de jeunes filles furent sortis de la geôle pour être assommés et abattus tout près des prisons. Ceux qui restèrent dans la prison et entendaient les cris et les hurlements se mouraient d'horreur en attendant que leur tour vint. D'autres, les Bulgares les décapitèrent pour jouer au football avec leurs têtes et quand elles se heurtaient, les Bulgares criaient: « Embrassez-vous, Serbes » (en y ajoutant une injure intraduisible en français. *Réd.*).

Les églises serbes et leurs propriétés, ainsi que tous les fonds qui leur appartenaient,

furent pris par les popes bulgares. Les prêtres serbes ont été déportés quelque part. Le tiers à peine est resté vivant, les autres abandonnés à leur sort, furent pendus. Tout cela sera connu plus tard. Toutes les églises serbes ont été pillées et les objets précieux emportés en Bulgarie.

La nouveauté la plus récente est celle-ci: Les Bulgares ont formé partout des commissions spéciales chargées de visiter toutes les maisons des régions occupées et de questionner les habitants sur leur nationalité, s'ils sont Serbes ou Bulgares. Ceux qui se déclarent Bulgares doivent signer une déclaration, ce qui devra servir, selon les Bulgares, comme preuve que le peuple de ces régions est bulgare. Parmi ceux qui ont signé la déclaration, on choisit les aptes pour le service militaire, on les habille en uniformes bulgares et ils sont immédiatement envoyés sur le front de Salonique où le père est obligé de combattre contre le fils, le fils contre le père, le frère contre le frère.

Cependant, de ceux qui s'aventurent à se déclarer Serbes, on en prend bonne note, on leur invente quelque « crime » et ils ne voient plus les doux rayons du soleil. Malheur aux Serbes s'ils se déclarent Bulgares; ils sont envoyés sur le front, malheur à eux s'ils persistent à se déclarer Serbes. Si Procruste revenait en ce monde il aurait de quoi être jaloux des Bulgares!

Est-il possible que le cœur de frère croate reste impassible envers ces procédés des Bulgares? Nous croyons que non, et si nous ne nous trompons, nous espérons que la presse croate élèvera sa voix virile, et cela non pas une fois, pour défendre les Serbes opprimés par les Bulgares.

La détresse au Monténégro

Un Monténégrin nous écrit :

On a tellement parlé et écrit sur la capitulation du Monténégro, capitulation sans pareille dans l'histoire que le monde entier sait qu'elle fut le résultat d'une politique à double jeu, où l'on pourrait mieux dire à centuple jeu, de la dynastie monténégrine. Le malheur de cette petite partie de la grande race serbe est si immense que seuls les sentiments humanitaires réclameraient qu'on ne les passe pas sous silence.

Le peuple monténégrin qui, comme toutes la race serbe est la vive personnification de l'opposition à toute domination étrangère, était prêt, comme il le fut toujours à sacrifier ses foyers voire même ses familles pour défendre l'honneur de ses armes et pour résister au joug ennemi. Pour ceux qui connaissent ces Spartiates modernes et pour qui la capitulation du Monténégro reste toujours un mystère, il suffit de leur rappeler aujourd'hui que les montagnes du Monténégro sont pleines de rebelles parmi lesquels se trouve un grand nombre de femmes et de jeunes filles. Ces braves infligent une telle peur au gouvernement autrichien de Cettigné, qu'il se voit obligé d'entretenir constamment de nombreuses troupes dans l'intérieur du pays et dont les contingents dépassent de beaucoup ceux avec lesquels avant la capitulation, l'Autriche couvrait le front austro-monténégrin. On avait cru qu'avec la réédition du général Véchovitch allait se terminer la guerre de guérilla; cependant le nombre des rebelles augmentait tous les jours malgré que les autorités austro-hongroises incendiaient leurs foyers et pendaient les membres de leurs familles. Il a surtout augmenté depuis que les comitadjis serbes sont passés de Serbie au Monténégro pour y lutter avec leurs frères de là-bas.

Le chef le plus populaire de ces rebelles est aujourd'hui le capitaine Nicolitch qui se trouvait comme attaché militaire serbe au moment de la capitulation auprès du quartier général

de l'armée monténégrine. Les Autrichiens ont essayé à plusieurs reprises de le déterminer à se rendre à leurs autorités, mais à présent que toutes les tentatives ont échoué ils lui ont fait connaître le soi-disant désir du peuple monténégrin de s'éloigner de leurs montagnes. Nicolitch répondit de la montagne en ces termes: « C'est précisément parce que je sais que ma présence est chère à mes frères monténégrins que je reste ici, autrement ce serait parfaitement égal pour moi de vous combattre ici ou en Choumadia (cœur de la Serbie.) D'ailleurs il y a tant de choses attachées à ces rochers là: notre langue, notre fraternité, le sang sacré. »

Un autre héros jeune, Vido Djourovitch, étudiant, donnait le plus d'embarras aux Autrichiens avec une compagnie dont il était le chef. Mais malheureusement les Autrichiens réussirent à le tuer juste au moment où il était en train de conduire les pourparlers au sujet de sa reddition. Parmi les conditions qu'il avait posées aux Autrichiens il s'en trouvait une qui demandait l'autorisation pour les étudiants monténégrins de se rendre en Suisse. Il paraît que les Autrichiens furent sur le point d'y céder s'ils n'avaient pas réussi à se débarrasser de lui en le tuant.

Comme les troupes d'occupation furent, au commencement, composées de Roumains de Transylvanie, il est intéressant de rappeler que lorsque les hommes appartenant à ces troupes furent faits prisonniers par les rebelles, ceux-ci ne les tuèrent jamais; ils se contentaient de les désarmer et de leur prendre leurs vêtements, puis en chemise et en caleçon, on les renvoyait aux Autrichiens.

Lorsque les Autrichiens se convainquirent qu'il était inutile de compter sur la reddition à l'amiable des chefs de bandes et que les guerillas ne prendraient pas fin si facilement, ils ont commencé par former des troupes spéciales composées d'Albanais qu'ils croient plus aptes aux guerillas de montagne et qu'ils paient dix couronnes par jour. Par cette mesure, les Autrichiens, non seulement n'ont obtenu aucun résultat satisfaisant, mais, au contraire, cette mesure n'a fait qu'augmenter le nombre des rebelles, car les Albanais, qui pillent et incendient les maisons en tuant les femmes et les enfants, ont excité encore davantage la population qui souffrait déjà des atrocités austro-magyars.

Il est curieux de savoir que les rebelles des montagnes entretiennent leur vie en mangeant une espèce de pain fait avec les os transformés en poudre, préparés avec des écorces et des racines de plantes. Pour nous autres qui avons eu la chance d'échapper à cette misère, cela est incompréhensible. Cependant, les témoins oculaires donnent des détails sur l'effet produit par ce pain: d'abord, on gonfle, puis vient la mort lente accompagnée de souffrances inimaginables. On trouve, journellement, des familles entières mortes de faim ou de cette nourriture. On a organisé même un service spécial: les patrouilles passent chaque matin devant toutes les maisons des villes et frappent à la porte pour voir si la famille qui y habite est encore vivante; d'autres patrouilles croisent les chemins de la campagne pour enterrer sur place les cadavres qu'on trouve en grande quantité sur les routes et à la campagne.

L'argent ne sert à rien, car la nourriture fait complètement défaut. Les familles de fonctionnaires d'Etat monténégrins sont surtout en proie à la misère, car leurs chefs ne veulent à aucun prix accepter une fonction quelconque sous la domination autrichienne, bien que cela soit le seul moyen d'échapper à la mort, vu que les employés au service des autorités occupantes reçoivent quelque peu de farine.

Le suicide est très répandu et les modes en sont très différents. Le suicide par pendaison est le plus fréquent; mais il est de nombreux cas où la mère et le père, dans un moment de désespoir, tuent leurs propres enfants pour se suicider ensuite eux-mêmes. En un mot, partout règnent le deuil et la terreur.

Le fait qu'un grand nombre de rebelles sont des femmes et des jeunes filles, nous dit assez clairement combien le régime autrichien au Monténégro occupé doit être insupportable. Ici se pose forcément une question: puisque cet état de choses n'est plus un secret pour personne, alors pourquoi les milieux officiels monténégrins de Neuilly restent-ils impassibles et gardent-ils le silence?

gnement primaire et secondaire. Elle a institué des tribunaux et a aboli le régime grossier du bakschich. La Serbie, cependant, et c'est là le point essentiel, n'a pu réussir à accomplir la réforme agraire. La faute en revient exclusivement à la guerre actuelle. Les déclarations des ministres serbes, à ce sujet, méritent pleine confiance. Les résultats acquis parlent en leur faveur, aussi bien à une date récente qu'à l'époque comprise entre 1830-1840, époque pendant laquelle une réforme de ce genre fut exécutée dans la Serbie affranchie; de même l'expérience ultérieure faite en vue d'étendre cette réforme aux nouveaux districts cédés par le Congrès de Berlin en faveur des Serbes porte également le caractère général de la politique serbe, non seulement démocratique, mais encore démocratique-paysanne. Quoique cette réforme ne pût être accomplie très rapidement, la Serbie réussit pourtant dans beaucoup de cas à soulager le sort des paysans sans terre, usant d'une certaine pression sur les gros propriétaires terriens turcs (p. 90).

« On a pu penser que l'Eglise exarchiste défendrait ardemment son indépendance et qu'elle allait commencer une lutte entre l'Eglise imposée et l'Eglise asservie, comme il s'est produit entre l'Eglise catholique et l'Eglise protestante, et que cette lutte durerait des siècles... ou, pour le moins, une dizaine d'années.

« Il y eut des cas de menace et de pression sur quelques prêtres exarchistes; il y eut des endroits où ces prêtres furent privés de leur paroisse, mais, en général, et avec une facilité infinie, l'Eglise exarchiste se rallia à l'Eglise serbe. Certes, les Serbes étendirent sur la

Macédoine l'autorité de l'Eglise serbe autonome; c'est-à-dire qu'ils subordonnèrent les archevêchés au métropolitain de Belgrade, qui est indépendant au patriarche de Constantinople. Mais cela fut peut-être une des circonstances qui atténuèrent les difficultés de ce passage d'une Eglise dans une autre, car, au fond, les exarchistes détestaient en réalité l'Eglise de Constantinople et non l'Eglise serbe. »

Vodovozov continue plus loin :

« L'archevêché de Skoplje, me dit un prêtre, comptait 92 prêtres, dont 45 exarchistes et 47 patriarchistes; de ces 47 prêtres patriarchistes, 45 étaient Serbes et 2 Grecs. En dehors des deux derniers, qui sont restés dans l'Eglise grecque, presque tous les autres ont opté pour l'Eglise serbe; et 5 ou 6 seulement parlèrent pour la Bulgarie. De tels chiffres m'ont été donnés par des prêtres habitant le pays, parmi lesquels il y en avait beaucoup qui, auparavant, étaient exarchistes (p. 69). »

Concernant l'école en Macédoine, nous trouvons encore une opinion plus intéressante:

« Le travail de l'école s'accomplit avec joie et amicalement. En général, les relations entre les instituteurs et les élèves sont bonnes, les heures de classe sont pleines d'activité; les élèves montrent de l'intérêt au cours et se conduisent bien (p. 72). »

« En général, continue Vodovozov, je n'ai rien remarqué qui indique les effets de dénationalisation des élèves et des habitants par l'école. Je n'ai remarqué non plus aucun mécontentement parmi les élèves à l'égard des ordres

et des règlements scolaires, ni constaté que les instituteurs et les élèves formaient deux clans ennemis, comme cela arrive fréquemment dans certains endroits de la Russie (je parle de la grande Russie) où il ne peut pas pourtant être question de propagande nationale dans l'école... Je n'ai vu là aucune action de ce genre et je peux affirmer, avec la plus grande certitude, qu'aucune propagande n'avait lieu dans la Macédoine serbe (p. 72). »

« Les parents envoient volontairement leurs enfants en classe où, loin de se révolter contre leurs maîtres, ceux-ci montrent un grand intérêt aux cours. Les instituteurs non seulement ne voulaient pas, mais encore n'avaient aucune raison de faire de la propagande nationaliste. »

Examinant, sur place, la manière dont la Serbie avait résolu la question, ce qu'elle avait mis à la disposition de ses nouveaux sujets et la façon dont elle campait surmonter les difficultés, Vodovozov en est venu à conclure que la Serbie avait bien rempli sa mission. Et bien qu'il ait été, au début, partisan en théorie de l'autonomie des régions macédoniennes, n'admettant pas que ces contrées soient rattachées ni à la Serbie, ni à la Bulgarie, il arrive cependant à se réconcilier avec la solution pratique donnée à cette question. Il ne se révolte qu'à la pensée qu'on pourrait effectuer un nouveau partage de la Macédoine; ce serait une injustice nouvelle qu'on ne pourrait expliquer, « la Macédoine étant serbisée ». Et quoi qu'il ait pensé autrefois qu'il fallait donner l'autonomie à cette contrée, ne se demandant pas si cela était réalisable, et que par conséquent, par la paix de Bucarest, une faute commise, il trouve néanmoins « que la Serbie effaça sa parti-

Les ministres monténégrins trouvent du temps pour parler à l'opinion publique alliée comme si les Monténégrins n'étaient pas des Serbes! Ils voudraient dire ainsi que les Monténégrins ne désirent plus s'unir avec leurs frères de Serbie et avec d'autres pays yougoslaves. N'est-ce pas une attaque ouverte aux sentiments les plus sacrés des Monténégrins, qui ne désirent qu'une chose: s'unir avec les autres fractions du peuple serbe. C'est en outre une négation outrageante du brillant passé du peuple serbe du Monténégro, négation d'un passé rempli de luttes sanglantes et séculaires pour la délivrance et pour l'unité du peuple serbe-croate-slovène. Ce n'est que la réalisation de ce grand idéal qui pourra guérir toutes les blessures des Monténégrins et réparer le sang qu'ils ont versé à profusion pour ces idéals.

R-r.

Comment on « touranise » les races européennes

Le « Magyarország » commentant un livre écrit par Diner Denes, ami intime de Karolyi, sur la réforme électorale en Hongrie, écrit ce qui suit:

« Denes démontre que le suffrage universel et le système de gouvernement national magyar qui en est la conséquence entraîneront de la façon la plus certaine la formation de l'Etat national unifié magyar. A la question de savoir si nous pouvons arriver à avoir vingt millions de Magyars, Denes répond affirmativement et promet même plus que cela. Il espère que les Magyars parviendront à augmenter leur proportion de 80 pour cent. »

L'organe de Karolyi estime que Denes fait montre de symptômes de faiblesse.

« Si la proportion du magyarisme peut être augmentée de 54 à 80 pour cent, pourquoi ne pourrait-on pas doubler cette augmentation et porter la proportion de 80 à 100 pour cent? »

Pour le « Magyarország » le processus de magyarisation ne devra point être arrêté avant qu'on n'ait obtenu l'unité complète.

« La terre magyare, s'écrie l'auteur, nourrit, même en faisant abstraction de la Croatie, une population d'au moins 40 millions d'habitants. Par suite, d'après l'ordre naturel des choses, la Magyarie doit avoir 40 millions d'habitants qui, normalement, sont appelés à se fondre en un même peuple. »

Le « Magyarország » a reproduit encore un discours prononcé par le comte Karolyi lui-même à l'occasion d'une réception.

« Les Magyars de l'Alfeld (de la plaine) ont une grande mission. Ils doivent conduire la population des périphéries. Pour placer notre vie nationale magyare sur des fondements très solides, il faut que les citoyens de langue non-magyare deviennent des Magyars d'âme. »

On sait que les Magyars avec toutes les falsifications des statistiques, n'atteignent même pas le chiffre de 9 millions. Les « démocrates » magyars croient donc pouvoir magyariser encore 31 millions; et cela s'appelle: arriver à l'unité nationale! Ce n'est qu'en Hongrie que de semblables élucubrations peuvent voir le jour.

On veut dégrader la race slave en lui imposant la nationalité magyare qu'elle méprise et considère comme contraire à la civilisation. Inutile d'ajouter que les Magyars n'auront pas plus de succès que n'en ont eu leurs frères de race, les Turcs, au cours des quatre siècles de leur domination sur le peuple serbe de Serbie.

Quelques mots sur les coupables

Par Milovan GRBA¹

Chaque guerre suppose diverses causes profondes ainsi qu'un motif immédiat, c'est-à-dire l'événement qui a donné lieu à la déclaration de la guerre; ensuite il y a, pour chaque guerre, une responsabilité et une culpabilité. De Thucydide à Ranke, faire de l'historiographie pragmatique, veut dire découvrir, avec perspicacité psychologique, le connexe entre causes et conséquences et faire ressortir le motif immédiat. Des historiens ultérieurs découvrent souvent des causes dont les contemporains ne se rendaient pas compte, et plus souvent celles qui concernent la culpabilité que celles qui sont relatives à la responsabilité immédiate; car le coupable cache son tort le plus profondément possible, tandis qu'on peut facilement établir la responsabilité d'après les prétextes qui ont servi pour déclarer la guerre.

Si quelqu'un choisit lui-même un motif pour déclarer la guerre, il a déjà démontré par là même qu'il a été libre dans sa décision; il en assume donc aussi la responsabilité. Mais qui dit responsabilité ne dit point encore culpabilité. La Grande-Bretagne, par exemple, a déclaré la guerre à l'Allemagne, mais c'est à cette dernière et à l'Autriche-Hongrie qu'en incombe la culpabilité, d'abord parce qu'elles ont violé une neutralité garantie par leur parole, ensuite parce qu'elles ont fait violence, par des ultimatum à très bref délai, à la Serbie, à la Russie, à la Belgique et à la France. Mais pour bien comprendre cette culpabilité, il faut saisir profondément la signification du délai.

Qu'un bandit crie, dans la forêt, « la bourse ou la vie », qu'il hurle « halte-là, ou je tire », sa culpabilité est dans ce « ou ». Car, premièrement, il exige par là une obéissance absolue; deuxièmement, il prive celui qu'il a assailli du temps de réfléchir et le dépouille ainsi de sa liberté, de son honneur et de sa dignité; troisièmement, il le menace de mort en cas de désobéissance, et c'est là un « droit » qui ne doit appartenir à aucune personne ni à aucune collectivité. Et c'est précisément cet arbitraire de bandit effronté qui se dissimule derrière la manière, d'apparence si correcte, de prescrire des délais, dont se sert la diplomatie. Et s'il y a encore quelqu'un qui ne sait pas de quel côté se trouve la culpabilité dans cette guerre, qu'il relise donc encore une fois tous les ultimatum: ceux qui ont prescrit les délais sont en même temps les auteurs de la guerre mondiale.

C'est au lendemain même de la guerre russo-japonaise que l'Allemagne commença ses préparatifs pour la guerre d'aujourd'hui, lorsque la peur des Cosaques avait cessé à Berlin. C'étaient les Japonais qui, sans déclarer la guerre, avaient commencé les hostilités; mais la presse de tous les pays l'avait inculqué à tout le monde, y compris les Russes, que la faute était uniquement à la Russie. Les Russes ont une faiblesse qui ne s'est probablement jamais vue, comme trait caractéristique de toute une nation: ils se laissent mettre sur le

(1) Notre ami et collaborateur, M. Grba, nous envoie cet article qui fut publié en allemand, dans la « Freie Zeitung » du 24 avril.

dos, sans contredit, tous les torts possibles, même les crimes commis à leur propre détriment. C'est cette manie qui rendit possible aux Lénine, Bronstein-Trotsky et autres, en 1905 déjà, d'allumer la révolution, de plonger le poignard dans le dos à l'armée et de sauver, de cette façon, les Japonais d'une défaite. Expérience précieuse pour la diplomatie austro-magyare et allemande! On pouvait donc attaquer la Russie sous n'importe quel prétexte et encore rejeter la faute sur elle et, en outre, on pouvait se servir de certains gens qui prennent un plaisir pathologique à trahir la Russie, s'en servir comme d'instruments conscients contre la défense nationale de leur pays. Sans ces arguments solides, Lénine, Trotsky et tutti quanti n'auraient certainement pas pu séjourner en Autriche-Hongrie en tout temps et à leur aise, et bien moins encore les aurait-on laissés partir pour la Suisse, la guerre éclatée, au lieu de les interner.

Ce n'est pas la misère à elle seule qui provoque les révolutions, mais la conviction d'un peuple que ses maîtres souverains en sont coupables. C'est ce que l'Allemagne officielle sait très bien; aussi s'efforce-t-elle de rejeter sa faute non seulement sur les hommes d'Etat d'autres nations, mais encore sur les femmes et les enfants belges, égorgés par des soldats allemands. Si elle y réussit si bien vis-à-vis de ses propres citoyens, cela ne provient pas d'une imbécillité ou d'une servilité exceptionnelles de ceux-ci, mais du fait que les Allemands, hommes et femmes, vieux et jeunes, riches et pauvres, à part quelques rares exceptions, sont solidaires, depuis bien des années, du fond de leur âme, en convoitant la domination mondiale. C'est pourquoi ils se prêtent à toutes les exigences de leur parti militaire; car ils n'ont pas encore perdu tout espoir de pouvoir exploiter l'univers entier au point qu'eux, les élus, n'auront plus de contributions à payer. Cette convoitise a revêtu d'une couche si épaisse la vie spirituelle des Allemands qu'ils ont perdu jusqu'à la capacité de se sentir coupables. Aristote avait bien raison de dire que l'homme commet des crimes plus facilement par convoitise du superflu que par misère. Cet aphorisme s'applique, en particulier, aux crimes indirects que les collectivités sont si vite inclinées à exécuter.

D'où vient donc, chez les Allemands, cette plaie morale? En Allemagne, presque tout homme d'un certain âge est expert dans une spécialité quelconque. Or, aussitôt qu'il se voit supérieur à un non-Allemand dans la maîtrise d'un ensemble de faits extérieurs, il tombe dans l'illusion de le surpasser sous tous les rapports, aussi moralement; d'où il déduit, chose étrange, son droit de mieux manger et d'avoir plus d'argent que le non-Allemand. C'est ainsi que le peuple allemand s'identifia avec ses boute-feu belliqueux, et quelle que fût la suffisance que se permettaient le souverain et la diplomatie allemands, ce n'était qu'une soupape pour l'humeur impérieuse de la nation toute entière.

Le voyage de Guillaume II à Tanger, la chute de Delcassé, la conférence d'Alger, le télégramme de Berlin au « brillant second » à Vienne, l'aventure d'Agadir l'ingérence du Kaiser dans les ar-

mements de la flotte britannique, par la fameuse lettre à l'amiral Tweemouth, tout cela étaient des provocations que la France démocratique et le sang-froid d'Albion supportaient pour le moment. L'Autriche-Hongrie, à son tour, chercha noise à la Russie en faisant le procès des Petits-Russiens à Marmaros-Sziget et à Lemberg. Mais contre personne on ne cherchait des prétextes avec autant d'assiduité que contre la Serbie: guerre de tarifs en 1906, puis le procès de haute trahison intenté aux Serbes de Croatie, l'annexion de la Bosnie en violation d'un contrat international, les calomnies de Friedjung à l'adresse du parti de coalition serbo-croate, le superbe canard de la castration du consul Prohaska, la révision du traité de Bucarest et surtout l'omission méthodique de toutes mesures de précaution en cas d'attentats, comme celui contre le ban Tzouvaï, en 1912, et encore davantage celui de Sarajevo. Et ce fut précisément pour le droit d'exporter en Serbie cette police d'une incapacité aussi étrange, que la monarchie des Habsbourg a déclenché la guerre mondiale; car, quant aux autres exigences, la Serbie les avait toutes acceptées.

Ainsi que nous l'avons dit, la guerre européenne a été décidée à Berlin et à Vienne tout de suite après 1905; seule la manière de commencer était différemment conçue dans les deux empires. Berlin désirait une déclaration de guerre à la France et à l'Angleterre, aux côtés desquelles se rangerait la Russie par devoir d'alliance; tandis qu'à Vienne on songeait à déclarer la guerre à la Serbie et la Russie qui peut-être resterait abandonnée par ses alliées, la France et l'Angleterre. C'est le plan viennois qui l'emporta; et jusqu'à ces derniers temps l'Autriche-Hongrie entrait les moyens de se ménager une porte de derrière vers la France et l'Angleterre. Mais aujourd'hui, où les canons austro-magyars, eux aussi, tonnent contre les tommies et les poilus, il est grand temps pour la France et l'Angleterre de comprendre qu'il est nécessaire pour la paix de l'Europe que la Russie ait une situation de grande puissance et que tous les peuples des confins austro-hongrois soient définitivement libérés.

A cette véritable paix d'entente internationale, ceux des Allemands peuvent y contribuer qui avouent la culpabilité de l'Allemagne. C'est selon qu'ils font cet aveu ou qu'ils l'évitent que les Allemands d'aujourd'hui se distinguent essentiellement les uns des autres. Il n'y a que les premiers qui soient mérités pour une « société des nations », et tant qu'ils ne l'emporteront pas sur les autres, il n'y aura pas de démocratie en Allemagne.

Nouvelles de Serbie

Les Tchèques et la Serbie

La colonie tchèque de Copenhague a envoyé le jour de Pâques une délégation au nouveau ministre de Serbie, le priant d'être l'interprète de leurs sentiments ôsvoués auprès du roi de Serbie et au prince-héritier et de leur exprimer leur admiration pour l'armée serbe.

PETITES NOUVELLES

Hier soir, à la Salle de la Réformation, avait lieu le meeting de protestation contre les persécutions anti-helléniques en Turquie et en Macédoine. Nous en publierons le compte rendu dans le prochain numéro.

cipation à cette faute par la grande œuvre civilisatrice qu'elle a effectuée en Macédoine (Préface).

Vodovozov est persuadé que la cession de la Macédoine à la Bulgarie aurait doublé et même triplé la pression nationaliste (p. 91). Et pour appuyer ses dires, il évoque la réponse de Radoslavov fit à l'opposition, au Parlement, réponse dans laquelle sont ouvertement avouées les révoltes de la population contre l'armée bulgare et l'impuissance du gouvernement bulgare à rétablir l'ordre dans les provinces occupées. « Le fait à noter, c'est cet aveu du gouvernement bulgare que ce sont, non les soldats, mais les habitants des nouvelles contrées annexées, qui ont tiré sur l'armée bulgare, lors de son passage dans ces régions et que le régime gouvernemental dans ces pays ne peut être que brutalement militariste. Ceci fut dit en général pour toutes les nouvelles contrées annexées, et la Macédoine ne fut pas acceptée. N'est-il donc pas clair que la cession de la Macédoine à la Bulgarie a été accomplie contre la volonté des habitants et que le régime gouvernemental n'est réalisable que « manu militari »? D'après tout cela, ceux qui ont défendu les aspirations de la Bulgarie sur la Macédoine sont bien dans leur tort. »

Vodovozov, qui s'est surtout efforcé d'être impartial et qui dit quelquefois des choses désagréables au Gouvernement serbe, après l'observation directe des choses de Macédoine et la connaissance complète des questions qui la concerne, s'arrête à l'opinion suivante: « Si l'on avait à choisir à qui devrait appartenir la Macédoine, la faute serait moindre et il serait plus juste, plus humain et plus régulier qu'elle restât sous le régime serbe. »

Considérant les deux solutions de la question, qui ont chacune leurs partisans dans la société russe, il s'exprime ainsi: « Un parti dont le représentant le plus expressif a été M. P. Milioukoff, a prétendu que la Macédoine est peuplée par des Bulgares et que ceux-ci y ont des droits ethnographiques et moraux. Les représentants de ce groupe ont soutenu les aspirations bulgares pendant la guerre serbo-bulgare de 1913 et ont demandé, au cours même de la guerre actuelle, qu'une pression diplomatique se fit sur la Serbie afin que la Macédoine soit cédée aux Bulgares, et, qu'à ce prix, on achète l'alliance de la Bulgarie. L'autre groupe reconnaissait que les aspirations serbes étaient parfaitement justifiées et que la cession de ces contrées à la Bulgarie pendant cette guerre mondiale aurait été faite à titre de compromis, et c'est avec le cœur serré que nous aurions donné la Macédoine pour nous assurer le concours de la Bulgarie. » « On doit convenir, nous dit-il plus loin, que le premier point de vue est indiscutablement erroné, tandis que le second n'est pas absolument juste. »

Dans la préface de son livre, Vodovozov souligne particulièrement avoir eu l'occasion, après son voyage en Macédoine, de parler de ce pays avec les représentants les plus en vue de la société bulgare et encore une fois, il a réfuté avec une énergie extraordinaire toutes les prétentions bulgares.

« A mon retour de Serbie, en traversant la Bulgarie, je me suis entretenu sur la Macédoine avec quelques-uns de mes amis et connaissances bulgares, avec l'éminent statisticien Cyrille Popov, le professeur Chichmanov, Mme

L. M. Chichmanov, M. Michev, le professeur Krsteff, MM. Bougourev, Guéchof, Bopstchev, Madjarov et beaucoup d'autres. Si mon livre tombe entre leurs mains ils verront qu'ils n'ont pas réussi à me convaincre du bien-fondé des aspirations bulgares sur la Macédoine et que les entretiens que j'ai eus avec eux m'ont été utiles, mais d'une manière négative, car ils m'ont exposé le point de vue bulgare sur la question macédoine, point de vue que je considère comme inexact. »

Les Études franco-grecques

Nous apprenons avec plaisir la récente fondation à Paris d'une revue mensuelle: « Les Etudes Franco-Grecques », spécialement consacrée à l'étude de la question d'Orient et ayant pour objet le resserrement des relations politiques, économiques et intellectuelles rattachant la France à la Grèce.

Patronnée par les plus hautes personnalités françaises de la politique et des lettres (MM. Ribot, Barthou, Deschanel, A. Thomas, M. Barrès, A. Croiset, Th. Homolle, etc.), dirigée par le distingué publiciste grec, M. Léon Maccas, éditée par la librairie Berger-Levrault (5, rue des Beaux-Arts), la jeune revue, dont le premier numéro vient de paraître, est appelée, grâce à la collaboration d'écrivains et d'économistes tels que MM. D. Cochin, A. Gauvain, G. Lacour-Gayet, Y. Guyot, V. Bérard, G. Fougères, R. Piron, Ed. Herriot, E. Lémonon, J. Reinach, R. Puaux, etc., à rendre de grands services, dont celui de familiariser le public français au programme oriental ne sera pas le moins grand. Souhaitons-lui une longue et utile carrière.